



© Gwenn Dubourthoumieu / HI

Fiche pays  
**Tchad**



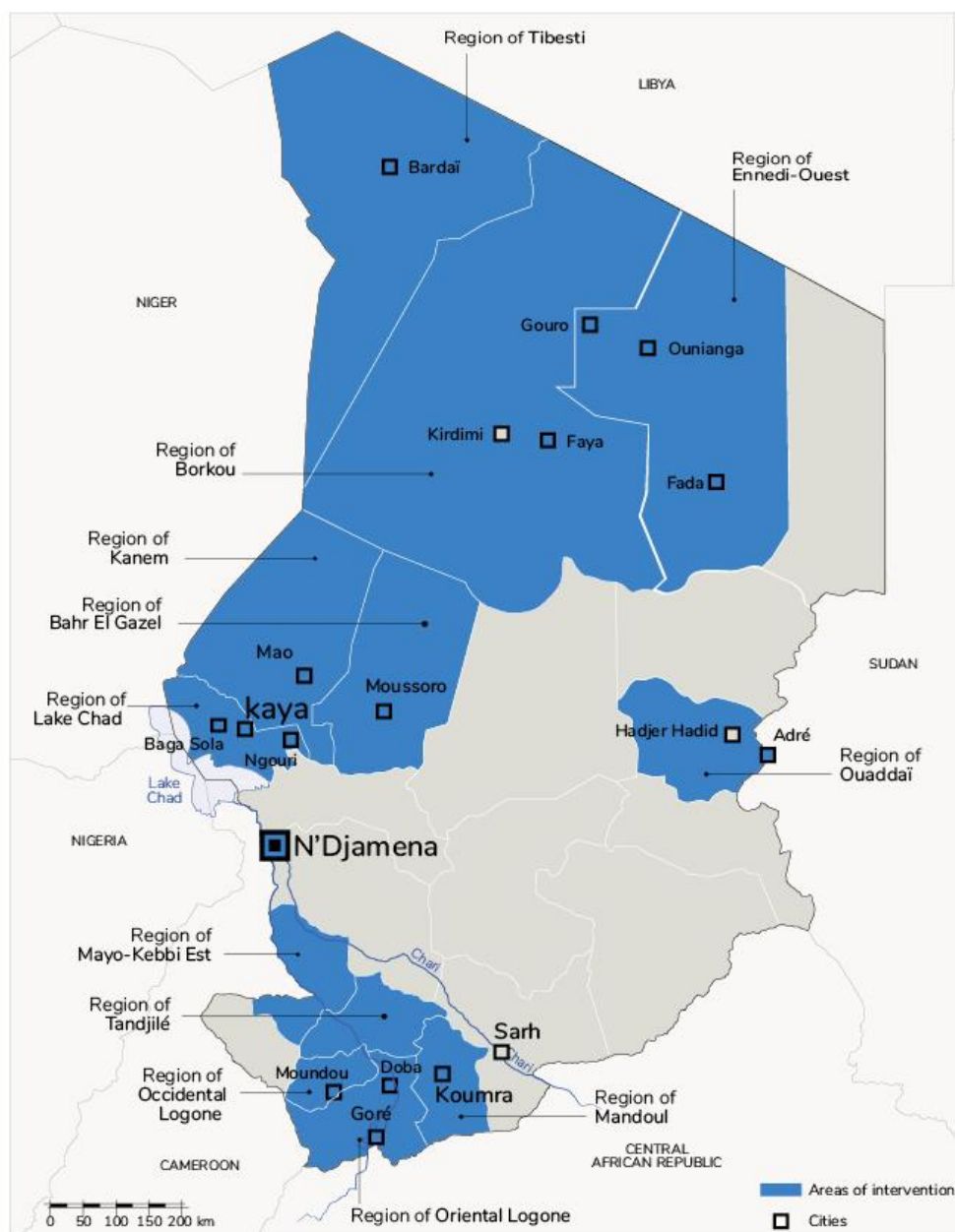
## L'équipe HI et les zones d'intervention

L'équipe du programme Tchad est composée en septembre 2023 de 133 employés.

Le programme Tchad, dont la coordination est basée à N'Djamena, base son action sur quatre piliers :

- La réduction de la violence armée (dépollution et remise à disposition des terres, éducation aux risques, transformation de conflit et assistance aux victimes) ;
- L'éducation inclusive (maintien de la scolarisation et protection de l'enfance en situation d'urgence, amélioration de la qualité de l'offre d'éducation pour les enfants à besoin spéciaux) ;
- L'amélioration des moyens d'existence (amélioration de l'autonomie économique et de la qualité de vie des personnes vulnérables) ;
- L'accès aux services de santé/réadaptation (appui au système de santé pour la réadaptation fonctionnelle, thérapie de stimulation, accès aux soins en santé mentale).

### Chad



## Données générales sur le pays

### Données générales

Pays	Tchad	RCA	Niger	France
Population	17 723 315	5 579 144	26 207 977	67 935 660
IDHA	0.251	0.24	0.292	0.825
Index de Développement Genre	0.77	0.81	0.835	0.99
Mortalité maternelle	1063	835	441	8
Index GINI	37.5		37.3	30.7
Population sous mandat HCR	1 080 557	527 348	716 412	693 598
Index INFORM	7.9	8.6	7.5	2.3
Index Etats fragiles	104.6	105.7	93.4	28.8
Protection sociale publique		3.5	20.60	100
Aide officielle au développement reçue	722.2	652.5	1775	

### Instruments de Droit humanitaire ratifiés par le pays

Instruments de droit humanitaire	Statut
Convention Internationale des Droits de l'Enfant - CIDE	Ratifiée en 1990
Traité d'Ottawa contre les mines	Ratifié en 1999
Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant	Ratifiée en 2000
Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés	Ratifié en 2002
Traité d'Oslo contre les bombes à sous-munitions	Ratifiée en 2013
Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées	Ratifiée en 2019

### Analyse géopolitique

Le président Idriss Déby, décédé le 20 avril 2021 au cours des affrontements avec le groupe armé non étatique du Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT) venu de la Libye, dominait la scène politique depuis son accession au pouvoir en 1990. Alors que le Tchad connaît une profonde récession économique depuis le scrutin présidentiel de 2016 et la chute des cours du pétrole en 2014, la mort de l'ancien président – survenue au lendemain de l'annonce de sa cinquième réélection – plonge le pays dans une période de turbulences et d'incertitude. Un Conseil Militaire de transition a depuis pris place pour 18 mois. Précédé de plusieurs mois de pré-dialogue à Doha (Qatar), le Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS) qui a livré ses conclusions en octobre 2022 a jeté les bases d'un gouvernement de Transition avec à la clé l'organisation des élections en 24 mois, celui regroupait des représentants du pouvoir, des délégués de la société civile et des groupes politico-militaires.



Censé déboucher sur des élections démocratiques et redonner le pouvoir aux civils, le DNIS a été interrompu à plusieurs reprises et a peiné à répondre aux attentes des différents groupes. Les Transformateurs, Wakit Tama et le FACT (Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad), des groupes d'opposition influents, ont refusé de prendre part au Dialogue. Le dialogue a désigné le Général Mahamat Idriss Déby comme président d'une nouvelle transition qui durera deux ans jusqu'en octobre 2024, et cela après la première phase de la transition, qui a duré 18 mois. Les assises ont entériné aussi la possibilité pour le président de transition de se présenter aux élections qui seront organisées à l'issue de cette deuxième phase de transition. Plusieurs partis d'opposition avaient alors appelé à manifester, malgré l'interdiction des autorités, contre la prolongation de la transition et le maintien à sa tête de Mahamat Idriss Déby. Les manifestations qui se sont déroulées dans plusieurs villes dont N'Djaména le 20 octobre 2022, appelé aussi le « jeudi noir », ont été violemment réprimées et ont fait plusieurs morts et des dizaines de personnes ont été arrêtées. Cette situation tumultueuse a obligé certains opposants à quitter le pays. Des réformes institutionnelles, notamment l'adoption d'une nouvelle constitution d'un code électoral et la création d'une nouvelle commission électorale ont été lancées.

Membre du G5 Sahel et de la Force Multinationale Mixte (FMM), le Tchad était jusque-là perçu à l'international comme étant un pays stable et puissant grâce à ses interventions militaires face aux conflits qui sévissent dans les pays limitrophes. Les récents événements politico-militaires qui affectent certains pays voisins (la guerre au Soudan qui a débuté le 15 avril 2023, le coup d'état au Niger le 26 juillet 2023 et celui du Gabon le 30 août 2023) sont des éléments contextuels qui pourraient servir affecter négativement la stabilité du pays. Ce pays enclavé d'Afrique centrale est également confronté aux conséquences du changement climatique (intensification des précipitations, augmentation des périodes d'aridité et de sécheresse), qui aggrave la désertification et l'assèchement du Lac Tchad, alors que cette région est déjà pressurisée par l'arrivée de réfugiés nigériens, et les fréquents mouvements des populations déplacées internes.

Le Tchad est un pays affecté par différentes crises humanitaires depuis l'année 2003. Ces crises humanitaires sont liées aux mouvements majeurs de population dans des zones frontalières et sources de conflits avec les populations hôtes, notamment les réfugiés du Soudan à l'Est, les réfugiés et les retournés de la République Centrafricaine (RCA) au Sud et plus récemment les réfugiés nigériens et les personnes déplacées en interne (PDI) dans la Province du Lac à l'Ouest du pays. Dans la région du Lac, l'instabilité persiste. En 2020, le gouvernement a mené pendant 3 semaines une opération militaire. Depuis 2020, dans la province du Lac, les autorités ont interdit l'accès dans certaines zones classifiées « rouges » à la suite de la recrudescence des incidents sécuritaires depuis un certain temps, afin de permettre aux Forces de Défense et de Sécurité d'organiser le ratisage. Depuis lors, la situation sécuritaire de la zone ne s'est pas stabilisée et la mesure n'a pas officiellement été levée, car par la suite, d'autres zones ont également connu d'autres attaques meurtrières importantes. Depuis 2021, les attaques et les actes de prédation économiques sur les populations civiles se poursuivent (kidnappings, meurtres, vols, incendies, etc.) et pourraient connaître une escalade. La prise de pouvoir actuelle de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) a changé le contexte sécuritaire alors que le groupe a accès à davantage d'armes, de combattants et de territoires.

## Résumé de la présence HI dans le pays

HI a été présent au Tchad à plusieurs reprises entre 1982 et 2000. Les activités menées à cette époque étaient principalement en lien avec la réadaptation physique. En 2001, HI a publié le Landmine Impact Survey (étude nationale sur l'impact socio-économique des mines/REG au Tchad) qui fait encore référence aujourd'hui. En 2010-2011, HI a conduit un



programme de renforcement de capacités dans le secteur du déminage qui a permis la définition du Plan d'action national d'assistance aux victimes.

Grâce à un projet de déminage et d'assistance aux victimes (PADEMIN), le programme s'est pérennisé en 2014. HI intervient aujourd'hui à N'Djamena, dans la province du Lac Tchad (Centre-Ouest), dans le Logone Occidental et Logone Oriental (Sud) dans le Kanem et Barh El Gazel (Nord-Ouest), dans les provinces du Borkou, de l'Ennedi et du Tibesti (BET) au Nord, ainsi que dans la province de Ouaddaï à l'Est.

Les principaux secteurs d'intervention actuels sont les suivants :

- L'éducation inclusive et l'éducation en urgence (Safe school, Wash in school)
- La réadaptation physique et fonctionnelle (kinésithérapie, appareillage orthopédique, aides techniques), incluant l'approche de la Thérapie de Stimulation pour les enfants malnutris de 6 à 59 mois
- L'insertion socio-économique des ménages les plus vulnérables notamment à travers le développement d'AGR, et la formation professionnelle
- La transformation de conflits, cohésion sociale et développement local inclusif
- L'action contre les mines incluant les enquêtes non techniques et techniques, l'éducation aux risques, le déminage, et la dépollution
- L'assistance aux victimes des mines, restes explosifs de guerre (REG) et engins explosifs improvisés (EEI), aux personnes handicapées et autres personnes vulnérables
- Aujourd'hui, avec la crise des réfugiés soudanais, HI intervient à l'Est à travers les activités Atlas Logistique notamment le stockage mutualisé, la réhabilitation de la piste d'Adré.
- HI se lance aussi sur le secteur Santé Mentale à l'Est

HI a lancé en 2017 le projet PRODECO (utilisant l'approche intégrée CAMA), en consortium avec Mine Advisory Group (MAG), le Secours catholique et développement (SECADEV) et la Fondation Suisse pour le Déminage (FSD), qui a pris fin en 2022. Le projet ODYSSEE 2025 (2019-2021) a permis à HI de poursuivre sa stratégie 2016-2025 en termes d'innovation grâce notamment à l'utilisation de drones dans le but d'être plus réactif et pertinent dans son déploiement pour la réduction des violences armées.

De plus, un autre grand projet a été lancé en 2022 dans l'éducation inclusive et la santé sexuelle reproductive, Saha Wa Tarbia, financé par l'AFD et en consortium avec Action contre la faim (ACF), Association pour le Développement Economique du Lac (ADESOL) et Association des Femmes Juristes du Tchad (AFJT). Les deux projets Ngla-Ha (consolidation de la paix au Nord) et ECW (accompagnement des enfants handicapés) vont prendre fin en 2023.

Depuis la dernière mise à jour, de nouveaux projets ont vu le jour :

- Le projet Wash-Nut financé par la GIZ (dans une composante de son projet de développement intégré au Nord du Tchad-COM Nord) financé par l'AFD, l'UE et la coopération Allemande, vise la promotion de l'Hygiène et la construction de 1560 latrines familiales dans les provinces du Nord (BET) dans les localités de Faya, Fada et Bardai.
- Le projet PISEV, financé par le CDCS, est un projet d'insertion socio-économique des populations vulnérables des départements de Fouli et Kaya dans la province du Lac.
- Le projet d'Appui des OSC (Organisation de la société civile) financé par l'UE et exécuté en consortium avec les Organisations nationales APIL et AFJT couvrant



la province de Borkou et les 10 arrondissements de N'Djamena, vise la promotion de la participation sociale et l'inclusion économique des groupes vulnérables.

- Le projet Edu inondations financé par ECW via UNICEF, en consortium avec UNICEF et Technidev, qui vise la prise en charge en éducation inclusive des enfants affectés par les inondations en 2022 dans les provinces de N'Djaména, du Lac, Logone oriental, Mayo-Kebbi Est et Tandjilé.
- Le projet relatif à la crise au Soudan financé par la Coalition Humanitaire, qui met en place des activités en réadaptation physique et fonctionnelle et santé mentale auprès des réfugiés soudanais à l'Est du pays dans la province de Ouaddaï.

La stratégie de HI dans le pays pour 2022-2024 est de poursuivre le développement du Programme grâce à une approche articulée autour des personnes, visant à mieux lier les réponses d'urgence et les solutions plus long terme, afin que les communautés affectées par des crises ou des chocs soient plus résilientes et puissent vivre en paix. HI continuera de s'appuyer sur ses « cœurs de métier » : l'assistance aux personnes handicapées, l'inclusion, l'action contre les mines, la réadaptation physique, l'éducation inclusive, tout en étendant son panel d'activités pour répondre aux besoins réels et en cherchant des solutions innovantes et pérennes pour le développement socio-économique des personnes les plus vulnérables au Tchad.



## Projets en cours

Secteurs où HI développe des projets avec focus sur les bénéficiaires et les partenaires.

Secteur(s) d'intervention principaux	Activités principales	Bénéficiaires	Partenaire(s)	Localisation	Dates de début et fin du projet	Bailleurs qui financent le projet
<b>RIMSCASSA - Réadaptation, Action Humanitaire Inclusive, SMSPS<sup>1</sup> et Thérapie de Stimulation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Renforcement de capacités, soutien organisationnel et technique, aux personnels de santé et aux services de réadaptation au niveau hospitalier (incluant sensibilisation à la SMSPS)</li><li>• Fourniture de soins de réadaptation, suivi à domicile et accompagnement des familles/tuteurs des personnes en situation de handicap</li><li>• Sensibilisation du personnel de santé nutritionnelle et formation du personnel de réadaptation sur la</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 180 personnes handicapées physiques</li><li>• 2 400 enfants malnutries</li><li>• 2 400 parents d'enfants malnutries (dont 200 parents bénéficiant du fond social)</li><li>• 85 personnels de santé (dont 30</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Centre d'Appareillage et de Réadaptation de Kabalaye (CARK)</li><li>• Maison Notre Dame de la Paix (MNDP)</li><li>• Médecins Sans Frontières (MSF)</li><li>• WACA</li><li>• Concern Worldwide</li><li>• ALIMA</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• N'Djaména</li><li>• Province du Logone Occidentale (Moundou)</li><li>• Province du Logone Orientale (Goré)</li><li>• Province du Lac (Kaya et Fouli)</li></ul>	Du 01/07/2022 au 30/06/2024 (24 mois)	<p>Ministère des affaires étrangères de l'Allemagne (GFFO),</p> <p>Aktion Deutschland Hilft (ADH)</p>

<sup>1</sup> SMSPS : Santé Mentale et Soutien Psychosocial



	<p>thérapie de stimulation pour les enfants malnutris</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Séances de stimulation individuelles pour les enfants malnutris et leurs parents/tuteurs (dans les centres de nutrition, les centres de santé ou de réadaptation)</li><li>• Soutiens financiers aux mères d'enfants souffrant de malnutrition pour lancer/intensifier des AGR pour contribuer à la prévention et au traitement de la malnutrition</li><li>• Séances d'information et de sensibilisation pour les acteurs humanitaires, y compris les autorités locales, sur les directives de IASC sur l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire</li><li>• Assistance technique pour la révision des outils et des processus de programmation afin d'inclure les actions incontournables pertinentes des directives IASC</li><li>• Activités de renforcement des capacités des représentants des personnes handicapées et de leurs organisations pour participer pleinement à la coordination et à la</li></ul>	<p>personnes handicapées)</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 50 acteurs humanitaires et services déconcentrés de l'état, incluent au moins 100 personnes en situation de handicap dans leurs programmes</li><li>• Indirectement : 10 000 personnes vivant dans les localités d'intervention</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Action contre la Faim (ACF)</li><li>• International Rescue Committee (IRC)</li><li>• Hôpital Notre Dame des Apôtres</li><li>• Union National des Associations de Personnes Handicapée au Tchad (UNAPHT)</li></ul>			
--	---	--	---	--	--	--





	programmation de la réponse humanitaire					
<p><b>Saha Wa Tarbia (« Santé et Education ») – éducation inclusive, droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer l'accès pour tous à une éducation inclusive de qualité dans un environnement protecteur et soutenant</li> <li>• Améliorer l'accès équitable à des services et soins de santé de qualité, notamment en matière de DSSR et VBG pour les enfants, les adolescents, et les femmes, y compris celles et ceux avec un handicap</li> <li>• Promouvoir l'inclusion des personnes vulnérables, l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes, des adolescentes et des filles</li> <li>• Renforcer la capacité des services déconcentrés de l'éducation, de la santé et de l'action sociale à coordonner le développement des services éducatifs, sanitaires et de protection de qualité, en garantissant un accès équitable aux filles, aux adolescentes, aux femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 92 575 femmes en âge de procréer</li> <li>• 84 768 enfants de moins de 5 ans</li> <li>• 210 062 adolescentes, jeunes et adultes accés aux services de SSR</li> <li>• 12 000 enfants, adolescentes et adolescents bénéficiant d'espaces d'apprentissage</li> <li>• 97 170 enfants et adolescents de 25 IPEP<sup>2</sup> bénéficiant du renforcement de la qualité de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consortium avec :</li> <li>• Action Contre La Faim (ACF)</li> <li>• Association de Développement Economique et Social du Lac (ADESOL)</li> <li>• Association des Femmes Juristes du Tchad (AFJT)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Province du Lac, département de Wayi</li> <li>• Province du Kanem, département du Kanem Sud et Wadi Bissam</li> <li>• Province du Barh El Ghazel, département du BEG Sud et Michémiré</li> </ul>	<p>Du 03/06/2022 au 30/05/2026 (48 mois)</p>	<p>Agence Française de Développement (AFD)</p>

<sup>2</sup> Inspection Pédagogique de l'Enseignement Primaire



	et aux autres personnes vulnérables à ces services	l'enseignement pédagogique <ul style="list-style-type: none"> <li>• 500 adolescentes et femmes bénéficiant des dispositifs communautaires</li> </ul>				
<b>PROSCOLAC – éducation inclusive, protection contre les violences et les abus</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Référencement et scolarisation des enfants</li> <li>• Renforcement de capacités et soutien aux enseignants, associations de parents d'élèves (APE), associations de mères d'élèves (AME) et réseaux communautaires de protection (RECOP)</li> <li>• Constitution et formation d'une équipe mobile et de ses relais communautaires à l'éducation inclusive, à la protection et au soutien psychosocial</li> <li>• Identification, évaluation et référencement des enfants vulnérables non scolarisés</li> <li>• Sensibilisation des communautés et directeurs d'écoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 15 200 enfants des communautés autochtones et déplacées, dont 7 600 filles et 1 420 enfants vulnérables et/ou en situation de handicap</li> <li>• 1 469 adultes (membres des RECOP, APE/AME, enseignants et inspecteurs pédagogiques, travailleurs psychosociaux)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consortium avec SIF (Secours islamique France)</li> <li>• Délégation Provinciale de l'Education Nationale et la Promotion Civique (DPENC)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Province du Lac, départements de Kaya et de Fouli</li> </ul>	Du 01/06/2021 au 30/06/2024 (37 mois)	Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (ECHO)
<b>PISEV – insertion socio-économique, moyens d'existence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sélection des ménages bénéficiaires suivant l'approche HEA (Household Economy Approach)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 460 ménages soit 2 760 personnes (dont 10% de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Autorités provinciales et départementales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Province du Lac, départements</li> </ul>	Du 01/11/2022 au 31/01/2024 (15 mois)	Centre de crise et de soutien (CDCS)



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Filets sociaux (transferts monétaires) dégressifs selon l'approche graduation</li> <li>• Formation pratique en éducation financière, le montage et la gestion des activités génératrices de revenus (AGR)</li> <li>• Mise en place des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC)</li> <li>• Accompagnement social personnalisé</li> </ul>	<p>personnes handicapées et 53% de femmes)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Indirectement 13 800 personnes</li> </ul>		de Kaya et de Fouli		
<b>Latrines-WASH Nut – EHA, nutrition</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du niveau d'accès des populations à une eau potable, via une stratégie commerciale adaptée et de la sensibilisation relayée par des relais communautaires et volontaires de la CRT</li> <li>• Promotion des bonnes pratiques d'hygiène sanitaire et nutritionnelles grâce à des sensibilisation de masse, participative, dans la communauté et les écoles</li> <li>• Réalisation de 1 650 latrines familiales au profit des ménages des 3 localités d'intervention</li> <li>• Accompagnement des ménages dans l'utilisation et l'entretien des latrines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 560 ménages bénéficiaires des latrines familiales, soit une moyenne de 7 800 personnes</li> <li>• 25 écoles, collèges, lycées ciblés par le "wash in school " pour une moyenne totale de 5 000 élèves</li> <li>• Entre 5 000 et 6 000 ménages sensibilisés sur les thèmes de la nutrition et du</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Partenaire d'exécution avec GIZ en lead (Agence de coopération internationale allemande pour le développement)</li> <li>• Ministère de la Santé Publique et de la Solidarité Nationale</li> <li>• Croix Rouge Tchadienne (CRT)</li> <li>• Société Tchadienne des Eaux (STE)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Province du Borkou (Faya)</li> <li>• Province de l'Ennedi-Ouest (Fada)</li> <li>• Province du Tibesti (Bardaï)</li> </ul>	Du 01/09/2022 au 31/03/2024 (19 mois)	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), Agence Française de Développement (AFD), Union européenne (UE)



	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'une filière durable de construction de latrines</li> </ul>	<p>WASH pour un total de près de 30 000 personnes</p>				
<p><b>UE-OSC – inclusion économique, gouvernance locale, action sociale</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Actions de renforcement de capacités des OSC nationales de référence (APIL &amp; AFJT) selon les besoins identifiés</li> <li>Mise en place de subventions aux OSC locales pour réaliser des microprojets dans les domaines du développement local/participation citoyenne et insertion professionnelle des personnes vulnérables et personnes handicapées</li> <li>Renforcement de capacités des OSC locales sur la participation citoyenne (plaidoyer, participation à la gouvernance locale, conception et exécution de microprojets de développement communautaires...)</li> <li>Accompagnement des services d'accompagnement social et d'insertion économique pertinents dans chaque zone</li> <li>Appui aux services de l'action sociale pour réaliser l'Accompagnement Social</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>300 personnes dont 50% de femmes et 15% de personnes handicapées</li> <li>15 organisations de la société civile (OSC) tchadiennes</li> <li>10 groupements communautaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Consortium avec :</li> <li>Association des Femmes Juristes du Tchad (AFJT)</li> <li>Action pour la Promotion des Initiatives Locales (APIL)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>N'Djaména</li> <li>Province du Borkou</li> </ul>	<p>Du 27/12/2022 au 26/05/2027 (54 mois)</p>	<p>Union européenne (UE)</p>



	<p>Personnalisé (ASP) des personnes vulnérables</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutien financier au développement et à la diversification des activités des groupements et coaching terrain</li> </ul>					
<p><b>Réponse aux inondations dans l'éducation – éducation inclusive, moyens d'existence</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formations à l'endroit du corps enseignant sur les concepts et les approches de l'éducation inclusive, la protection et l'accompagnement psychosocial</li> <li>• Accompagnement spécifique pour l'accès à l'éducation des enfants les plus vulnérables et les enfants handicapés</li> <li>• Mise en œuvre de l'approche Safe-School dans les écoles d'accueil et dans les écoles d'origine après inondation</li> <li>• Prise en charge des besoins en accompagnement psychosocial pour les enfants présentant des signes de détresse psychologiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 300 élèves couverts par le Soutien Scolaire Intégré (SSI)</li> <li>• 200 enseignants</li> <li>• Indirectement 270 094 élèves dans les 5 provinces</li> </ul>	<p>Consortium avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• UNICEF</li> <li>• Institut des technologies innovantes pour le développement (TECHNIDDEV)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• N'Djaména</li> <li>• Province du Lac</li> <li>• Province du Mayo-Kebbi Est</li> <li>• Province du Tandjilé</li> <li>• Province du Logone Oriental</li> </ul>	<p>Du 20/06/2023 au 31/05/2024 (12 mois)</p>	<p>Education Cannot Wait (ECW)</p>
<p><b>Atlas Logistique-Crise du Soudan – logistique, génie civil léger</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réhabilitation de la piste d'atterrissage d'Adré</li> <li>• Mise en place de stockage mutualisé pour les organisations humanitaires sur place</li> <li>• Evaluation dans la province du Sila</li> <li>• Evaluation cross-border d'Adré à El Genaina (Soudan)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Jusqu'à 30 organisations humanitaires</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Province du Ouaddaï (ville d'Adré)</li> </ul>	<p>Du 23/05/2023 au 31/10/2023 (6 mois)</p>	<p>European Humanitarian Response Capacity (EHRC)</p>



HI\_FichePays-Externe\_Long\_TCHAD-2023

<b>Projet à l'est-Crise du soudan – réadaptation, SMSPS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Fourniture des services de réadaptation précoce au sein de l'hôpital</li><li>• Fourniture de soins post-traumatiques et suivi par des professionnels de la réadaptation physique et fonctionnelle</li><li>• Premiers secours psychologiques (Approche intégrée avec la réadaptation précoce)</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 700 personnes réfugiées pour les services de réadaptation et 500 personnes réfugiées pour la SMSPS</li></ul>		<ul style="list-style-type: none"><li>• Province du Ouaddaï (ville d'Adré)</li></ul>	Du 01/05/2023 au 31/03/2024 (11 mois)	Coalition Humanitaire Aktion Deutschland Hilft (ADH) Fonds propre HI
---	--	--	--	--	---------------------------------------	--



## Logos des bailleurs de fonds

HI\_FichePays-Externe\_Long\_TCHAD-2023

Education Cannot Wait



GFFO



ADH



Union Européenne



Agence Française de Développement (AFD)



ECHO



Centre de Crise et de Soutien



GIZ



EHRC

